

Le 4^{ème} choc pétrolier prévisible dans l'après-Covid : c'est notre chance

-6% à -8% ! Telle pourrait être la baisse des émissions de CO2 en 2020. Ce que 40 ans de conférences internationales sur le climat n'ont pas réussi à faire, un minuscule virus l'a fait.

Jusqu'ici, les nouvelles sont mauvaises, les scientifiques alarmistes sur les conséquences du réchauffement climatique. Leurs modèles montrent des boucles de rétroaction positive accélérant le réchauffement. Des milliards d'êtres humains vivront dans des zones invivables, ou auront une production alimentaire dégradée, ou seront soumis à des phénomènes météorologiques catastrophiques. Chaque degré de réchauffement climatique se chiffrera en millions de victimes.

Jusqu'ici, rien n'avait changé. Aux États-Unis, au Brésil et dans d'autres pays, les populistes au pouvoir ont abandonné toute protection de l'environnement. Partout ailleurs, les dirigeants politiques ne font guère mieux. Dans les priorités des gouvernements, le climat passe après la croissance, le pouvoir d'achat, les retraites. Tous espèrent une «croissance verte», où le PIB pourrait augmenter et les émissions de CO2 baisser, ce qu'on appelle le découplage absolu: utopie! Depuis 50 ans, chaque point de PIB gagné au niveau mondial = 0.6% de CO2 en plus.

Le coronavirus chamboule tout. Les émissions de CO2 baissent avec l'activité économique, bien plus que n'ont pu le faire toutes les initiatives antérieures: quotas, taxe carbone, accords de Kyoto et autres régulations. Les mesures pour réduire les émissions freinent l'économie: les gouvernements sont frileux pour les appliquer. Mais le virus n'a que faire de nos états d'âme.

Avec cette épidémie, l'espoir renaît que nos petits-enfants puissent vivre sur une planète moins ravagée par le réchauffement. La condition est que l'augmentation d'ici à 2100 soit inférieure à 2°C, et, pour cela, les émissions planétaires doivent baisser de 4% par an, soit division d'un facteur de 3,5 des émissions en 2050. Un Covid tous les 2 ans? Inimaginable.

Les gouvernements vont tout faire pour relancer la machine, arrêter l'hémorragie des emplois, faire rentrer des recettes fiscales pour satisfaire les besoins des populations. Ils voudront infléchir vers un mode moins carboné, mais peu sont prêts à expliquer aux électeurs que cela passe par une réduction du PIB, des retraites, du pouvoir d'achat ou des budgets pour les hôpitaux. Aucun n'est prêt à admettre que la «société post-croissance» est une société de récession.

Ces tentatives seront vaines. D'une part, les conséquences de la crise sanitaire seront longues et il y aura des réactions en chaîne qui feront décroître l'activité économique dans de nombreux secteurs. D'autre part, nous touchons aux limites de la planète, dont le pétrole. Nous avons atteint le pic de production du pétrole conventionnel en 2008, l'essentiel de l'augmentation depuis était dû au pétrole de schiste américain et aux sables bitumineux de l'Alberta. Or la production de l'huile de roche-mère commence à s'infléchir, pour des raisons géologiques. En conséquence, le maximum de production de pétrole, tout liquide, a été atteint en novembre 2018. Le coronavirus accélère cette décroissance: en détruisant la demande, il détruit aussi une partie des moyens de production, du fait des faillites, réduction des investissements et dégradation des infrastructures sous-utilisées.

Trump aura beau mettre des milliards, l'industrie pétrolière ne pourra plus atteindre le niveau d'avant-Covid, et la production va baisser. On aura des rebonds, car les états vont tout faire pour produire de l'énergie. Ainsi en Chine, qui relance massivement la construction de centrales au charbon. La croissance va repartir, un temps, dans certaines zones, mais elle sera bloquée par la contrainte pétrolière, comme cela a eu lieu avec les chocs pétroliers de 1973, 1979 et 2008. Sauf que, cette fois, la géologie limitera nos velléités. Et il ne faut pas compter sur les énergies renouvelables, le nucléaire ou les réserves arctiques: les ordres de grandeur n'y sont pas. La décroissance énergétique est inévitable, tout au plus peut-on la limiter et éviter un crash trop brutal.

Les conséquences vont être terribles, pouvant conduire à des régimes autoritaires, des guerres, des millions de réfugiés. Il eût mieux valu que le Monde prenne une autre direction après le rapport Meadows sur les limites de la croissance. Il eût été préférable une vision de la prospérité non basée sur le pouvoir d'achat et la croissance du PIB, et que l'on réduise les inégalités dans le monde, qu'on sorte des énergies fossiles avant d'y être forcé. Il eût été sain de limiter le libre-échange et la financiarisation de l'économie, d'intégrer le coût des externalités de nos activités productrices.

Ça n'a pas été réalisé. Il n'est plus temps de changer sans douleur, de trouver des solutions technologiques. Churchill disait, avant la guerre, *«le temps de la procrastination, des demi-mesures, de l'apaisement des craintes, des expédients déconcertants et des délais touche à sa fin. Nous voici à l'aube d'une période de conséquences.»*

Face au risque d'emballement du climat, le coronavirus et le pic de production de pétrole vont nous contraindre à changer nos modèles économiques et nos modes de vie, et, peut-être, nous faire réussir ce que nous n'avons pas réussi à faire depuis 47 ans: baisser les émissions de CO2. Ce n'est pas rien. Pour Hans Jonas, nous sommes obligés *«d'agir de façon à ce que les conséquences de nos actions soient compatibles avec la persistance d'une vie humaine sur Terre»*. Jonas parlait d'une *«vie authentiquement humaine»*. Faisons qu'il en soit ainsi. C'est une chance.

Mettons-la à profit. La vie de millions de personnes va être impactée par les récessions, avec chômage et austérité. Cela serait arrivé sans le virus. Ces mois de confinements ont, souhaitons-le, profondément changé les esprits, rendant peut être plus acceptables d'autres politiques sur les transports, le logement, les loisirs, l'industrialisation, toutes choses dont la limitation est nécessaire à la lutte contre le réchauffement.

Le virus nous a rappelé au réel, et notre relation à la science a sans doute changé dans le bon sens. Ce faisant, la décroissance, enfin comprise et acceptée, sera perçue comme une trajectoire de moindre mal pour éviter la barbarie. Dans cette optique, le Covid-19 aura été une chance. Ne la gâchons pas.

Bruno Bourgeon, porte-parole d'AID

<http://aid97400.re>

D'après <https://thierrycaminel.home.blog/2020/05/23/covid-la-derniere-chance/>